



PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Observations du Gouvernement français
en tant qu'Autorité chargée de l'administration

Note du Secrétariat. : Ces observations ont trait aux pétitions suivantes :

Section :

	<u>Pages</u>
1. Pétition de M. Pierre Simon Nkén Tchallé (T/PET.5/126) .	2
2. Pétition de M. Djibo Zinder (T/PET.5/127)	2
3. Pétition de M. Dob Dang Benoît (T/PET.5/128)	3
4. Pétition de M. Félix Mbélé (T/PET.5/129)	4
5. Pétition de M. Sosthènes Meka (T/PET.5/132)	4
6. Pétition de M. Ndjefenfang Banda (T/PET.5/133)	5
7. Pétition de M. Bissa Lucas Kono (T/PET.5/135)	5
8. Pétition de M. Frédéric Ava (T/PET.5/138)	6
9. Pétition de M. Daniel Engouli (T/PET.5/139)	6
10. Pétition de M. Sylvestre Akono (T/PET.5/140) Pétition de M. Basile Monejembong Nkoulou (T/PET.5/146).	6
11. Pétition de M. Daniel Bayiha (T/PET.5/141)	7
12. Pétition de M. Bernard Bassegne (T/PET.5/142)	8
13. Pétition de M. Adolph Amougou Ngongbwa (T/PET.5/143) ...	8
14. Pétition de M. Maurice Moffi et d'autres représentants de la famille Ipouabato (T/PET.5/144)	8
15. Pétition de M. Max Legrand Evehe (T/PET.5/145)	8
16. Pétition des représentants du Syndicat Unique des Cheminots (T/PET.5/147)	9
17. Pétition de M. Nanton Métébé (T/PET.5/148)	11
18. Pétition de MM. Joseph Léa Elong, Ekwalla Ekwa et Ngouen Djoun (T/PET.5/149)	12
19. Pétition de M. Gabriel Tougbou (T/PET.5/150)	12
20. Pétition du chef Vincent Yomba et d'autres chefs de la région d'Edéa (T/PET.5/151)	13

1. Pétition de M. Pierre Simon Nkén Tchallé (T/PET.5/126)

Vers 1918, plusieurs familles originaires de la région de Yaoundé furent autorisées à s'installer sur des terres appelées Dehanda appartenant à la famille Badjeck du village d'Ekoum (canton Ndog béa nord région de la Sanaga Maritime). Ils donnèrent à cet établissement le nom de Ngouangawanda.

A la suite de conflits entre ces "étrangers" et Badjeck Robert, chef du village d'Ekoum, l'administration décida de les transférer dans le canton de Ndogjoué sur les bords de la Kellé où ils fondèrent le village de Pont-Kellé. Une convention fut établie par laquelle Badjeck Robert leur paya une somme de 13.505 francs pour les indemniser des travaux qu'ils avaient effectués sur ses terres.

Pendant son commandement le vieux Badjeck Robert se montra très autoritaire et absolu. L'administration eut à sanctionner ses agissements délictueux : il fut condamné à 5 ans de travaux forcés et 5 ans d'interdiction de séjour, le 21 août 1945 ^{1/} pour séquestration de personnes avec violences et vol avec effraction. C'est précisément pour délivrer les "étrangers" de sa tyrannie qu'il fut décidé de les soustraire à son influence.

Nkem Tchallé, signataire de la pétition paraît agir comme porte-parole du chef de canton de Ndog béa nord : Mbem Mayi. Celui-ci aurait probablement voulu garder chez lui comme contribuable les émigrés de Ngouangawanda; les remises aux chefs coutumiers étant proportionnelles au volume des impôts perçus.

2. Pétition de M. Djibo Zinder (T/PET.5/127)

Le Code général des pensions prévoit l'attribution d'une allocation de retraite pour les anciens combattants titulaires de la carte de combattant, âgés de 50 ans.

Le pétitionnaire ne peut en bénéficier, n'ayant pas encore atteint cet âge. Il ne semble d'ailleurs aucunement dans la misère.

^{1/} Peine transformée en 4 ans d'emprisonnement et 5 ans d'interdiction de séjour par arrêt de la Chambre d'homologation du 20 novembre 1945.

3. Pétition de M. Dog Dang Benoît (T/PET.5/128)

Le nommé Dob Dang Benoît, âgé de 25 ans environ, n'est pas le fils du chef supérieur Amougou Sassié (décédé en 1924), mais d'Amougou Dang, chef supérieur frère et successeur du précédent, destitué en 1927 à la suite de plusieurs condamnations pour rapt, séquestration et abus de pouvoir (jugements en date du 1er octobre 1926, du 22 janvier 1927 et du 25 janvier 1927). Amougou Dang, impliqué en outre dans une affaire d'anthropophagie, est mort quelques années plus tard en résidence forcée à Ayos.

Il devait être remplacé, après consultation de la population par le nommé Ze Mboma, d'une autre famille. Ce dernier mourait en 1930 et était remplacé par Kamanda qui décédait à son tour en 1949.

Le 5 janvier 1950, selon la coutume, avait lieu une réunion des notables pour désigner le successeur de Kamanda. Dix candidats étaient en présence, mais il ne semble pas que Dob Dang ait été parmi eux. En définitive, le choix de la population devait se porter sur Langoul Emile, neveu de Kamanda.

En ce qui concerne la maison en briques, dont fait mention le plaignant, il ressort d'une enquête déjà effectuée à la suite de réclamations antérieures de Dob Dang, que cette case a été construite en 1922 par Amougou Sassié avec l'aide de l'administration qui a fourni des briques et la main-d'oeuvre. Cette case était destinée à servir de résidence aux chefs supérieurs et les divers successeurs d'Amougou Sassié l'ont occupée tour à tour.

En 1946, un différend s'élevait entre Kamanda et les héritiers d'Amougou Dang qui l'invitaient à vider les lieux. Après discussion, Kamanda obtempérait, mais il aurait enlevé, avec l'aide de son frère Bakabé Ngoba, les lattes du toit, les chevrons et les briques de la véranda.

Depuis cette époque, la case est restée à l'abandon. Dob Dang aurait pu, aux termes de l'article 9 du décret du 26 juillet 1944, saisir le tribunal coutumier. Il ne l'a pas fait, bien que Bakabe Ngoba soit toujours vivant.

La raison en est sans doute qu'il n'est qu'un des benjamins de la famille dont le chef, Aboumba Zongo, frère d'Amougou Dang, se trouve sur place à Douné où il est Capitat.

4. Pétition de M. Félix Mbélé (T/PET.5/129)

Cette pétition ne semble pas avoir d'objet. En effet, les honoraires des agents d'affaires ne sont soumis à aucune limitation.

L'article 13 de l'arrêté du 15 juin 1951 édicte seulement certaines règles relatives à la comptabilité.

"Les agents d'affaires devront tenir, outre leur comptabilité régulière de commerçants, un carnet à souches numéroté duquel seront obligatoirement détachés les reçus pour toutes perceptions et honoraires ou règlements quelconques effectués à titre professionnel.

Ces carnets à souches devront être paraphés par le Président du Tribunal de leur résidence. Ils devront être présentés à toute réquisition de l'autorité administrative ou judiciaire.

Tous les reçus ainsi délivrés, ainsi que les souches, devront mentionner les noms des parties, la date, le montant et la cause du versement, opéré par le ou les clients".

5. Pétition de M. Sosthènes Meka (T/PET.5/132)

Il n'est pas possible actuellement d'installer un bureau de l'Office des anciens combattants au chef lieu de chaque subdivision.

Lorsqu'une association d'anciens combattants existe au chef-lieu d'une région, l'Office, en accord avec l'administration locale, s'efforce de mettre en place un bureau de permanence. La création d'une association à Mbalmayo ne dépend que des anciens combattants eux-mêmes. Il faut signaler en outre que Mbalmayo n'est qu'à 50 km de Yaoundé où se trouve l'Office central.

Par ailleurs, l'Assemblée territoriale du Cameroun, lors de sa session d'octobre-novembre 1951, a décidé, sur proposition de l'Office des anciens combattants, d'exempter de l'impôt personnel forfaitaire pour une période égale à la durée du service accompli, les anciens combattants titulaires de la carte du combattant.

L'argent de campagne auquel fait allusion le pétitionnaire correspond à une prime d'entrée en campagne à laquelle il faut ajouter :

- Une solde de congé proportionnée au temps passé à l'extérieur du groupe A.E.F. Cameroun;
- Une prime d'habillement de 1.000 frs.

Ces primes ont été versées aux militaires avant leur renvoi dans leurs foyers.

Enfin, l'indemnité de séparation, destinée à assurer la subsistance des familles de militaires pendant leur éloignement, a été payée aux femmes restées au village, et non aux chefs de famille.

6. Pétition de M. Ndjefenfang Banda (T/PET.5/133)

La législation en vigueur accorde un droit à pension de retraite proportionnelle au personnel qui a accompli quinze ans de service effectif sans interruption.

Le pétitionnaire, ne remplissant pas les conditions exigées, et ayant quitté volontairement l'armée avant d'avoir quinze ans de service effectif, ne peut prétendre à aucune pension.

7. Pétition de M. Bissa Lucas Kono (T/PET.5/135)

Le pétitionnaire est un ancien militaire de l'armée allemande, mutilé au cours de la guerre 1914-1918.

Bien qu'il ne puisse prétendre à bénéficier de la législation française des pensions militaires d'invalidité, il peut solliciter des secours par l'intermédiaire de l'Office des anciens combattants.

Il a ainsi reçu un secours de 20.000 frs, qui lui a été accordé par décision du 27 avril 1952 et qu'il a perçu effectivement postérieurement à la date de sa pétition.

Une décision du 26 novembre 1949, dont copie était jointe à la pétition, lui a attribué, à titre de secours, un appareillage de mutilé. Les mensurations nécessaires ont été adressées au Centre d'appareillage de Brazzaville qui, par suite de difficultés imprévues, n'a pas encore pu fournir l'appareil commandé. Cette question est suivie par l'Office des anciens combattants et par le service de santé, qui ont adressé plusieurs rappels à l'organisme fournisseur.

8. Pétition de M. Frédéric Ava (T/PET.5/138)

L'Autorité chargée de l'administration n'a aucune observation à présenter sur la pétition citée en référence, qui tend à obtenir un secours ou une aide financière de l'Organisation des Nations Unies.

9. Pétition de M. Daniel Engouli (T/PET.5/139)

Le pétitionnaire qui était aide-surveillant d'une équipe phytosanitaire à Sangmélima, a été effectivement licencié de son emploi en août 1952 après plusieurs avertissements.

Une suspension de fonction de 5 jours lui avait été infligée en avril 1952 pour sanctionner une exaction commise au cours de son travail.

Un nouvel avertissement lui fut donné en mai 1952 lorsqu'il se présenta au travail en état d'ivresse.

Il fut licencié pour avoir laissé sans surveillance pendant au moins 5 jours les manoeuvres dont il avait la charge.

10. Pétition de M. Sylvestre Akono (T/PET.5/140)
Pétition de M. Basile Monejembong Nkoulou (T/PET.5/146)

Les deux pétitions étant étroitement liées, l'Autorité chargée de l'administration croit pouvoir présenter des observations uniques.

Dès le début d'octobre 1952, Akono Sylvestre et Moneyemboung Basile étaient venus trouver le représentant de l'administration à Sangmélina déclarant qu'ils avaient à se plaindre des agissements du Chef supérieur Mfoula Allem. Ils ne purent cependant signaler aucun fait précis concernant les batonnades et les vols de poulets et bananes dont ils accusent ce chef.

Une enquête fut par ailleurs effectuée au sujet des accusations concernant le fonctionnement du Centre d'état civil de Messok. M. Nha Théodore, qui s'occupe à la subdivision du centre d'état civil se rendit à Messok. Cette inspection fit ressortir que les registres du Tribunal coutumier étaient correctement tenus. Toutefois, les convocations n'étaient pas timbrées. Des observations furent faites au secrétaire qui déclara d'ailleurs être responsable de cet état de choses, le Chef supérieur ignorant tout de cela. Il s'engagea à régulariser ces convocations avant la fin de décembre. On ne peut en tout cas relever aucun fait venant corroborer les déclarations d'Akono Sylvestre et de Moneyemboung.

Il convient de remarquer que les deux pétitionnaires se sont présentés aux élections de la Commune rurale le 21 décembre 1952 en même temps que Mfoula Allem. Ce dernier fut élu par 189 voix contre 150 à Akono et 50 à Moneyemboung. Ce résultat constitue la meilleure réplique du Chef supérieur à ses détracteurs.

11. Pétition de M. Daniel Bayiha (T/PET.5/141)

Bayiha Daniel a effectivement été blessé à la jambe en exécutant des travaux qui lui avaient été commandés alors qu'il était élève-agent de police.

Il a obtenu à ce titre une pension d'invalidité à 30 pour 100 par arrêté du 31 août 1950 et a fait l'objet d'une mesure de réforme. A sa sortie de l'hôpital, il a été embauché en qualité d'agent journalier au Commissariat central de police de Yaoundé.

Alors qu'il était en service au Commissariat central, il a été arrêté en flagrant délit de vol de tissus et condamné à trois mois de prison par le Tribunal correctionnel de Yaoundé.

En raison de cette condamnation, il n'a pas été possible de lui accorder un nouvel emploi dans l'Administration.

12. Pétition de M. Bernard Bassegne (T/PET.5/142)

L'Autorité chargée de l'administration constate que le pétitionnaire reconnaît le bien-fondé des condamnations encourues.

Elle précise en outre que les amendes judiciaires sont prises en recettes par le budget local et bénéficient au Territoire.

13. Pétition de M. Adolph Amougou Ngongbwa (T/PET.5/143)

L'Autorité chargée de l'administration n'a aucune observation à présenter sur la pétition citée en référence, qui tend à obtenir un secours ou une aide financière de l'Organisation des Nations Unies.

14. Pétition de M. Maurice Moffi et d'autres représentants de la famille Ipouabato (T/PET.5/144)

La délibération No 175/49 du 21 octobre 1949 de l'Assemblée représentative du Cameroun, rendue exécutoire par arrêté No 37 du 11 février 1950, fixe la limite du périmètre urbain de Kribi et classe dans le domaine public du Territoire le lot réclamé par les représentants de la collectivité Ipouabato.

Un certain nombre de lots ont été attribués à la famille Ipouabato qui en a d'ailleurs vendu une grande partie.

15. Pétition de M. Max Legrand Evehe (T/PET.5/145)

L'Autorité chargée de l'administration est en mesure d'apporter les précisions suivantes sur l'incident survenu à Kribi le 30 décembre 1951.

Alors que le pétitionnaire se trouvait à l'intérieur du bar, deux Européens qui en sortaient adressèrent des propos galants à une femme qui se tenait debout près de la porte de l'établissement et qui se trouvait en fait être la femme de M. Evehe. Lorsque celui-ci s'en aperçut, il prit fort mal la chose et une rixe s'ensuivit entre plusieurs Européens et plusieurs Africains. Un coup de feu fut tiré en l'air par un Européen, dans le but d'attirer l'attention de la police. L'adjoint au chef de Région arriva effectivement sur les lieux et ramena le calme.

Au cours de l'enquête menée par la gendarmerie, MM. Verney et Evehe furent entendus : ils déclarèrent tous deux porter plainte contre leurs agresseurs. Faute de pouvoir déterminer de façon certaine les responsabilités de chacune des parties, le juge de paix à compétence étendue de Kribi classa les deux plaintes sans suite.

Le pétitionnaire fut averti par lettre du 11 janvier 1952 qu'il lui appartenait de poursuivre M. Verney en justice en se constituant partie civile. Aucune démarche en ce sens n'a été faite par M. Evehe.

16. Pétition des représentants du Syndicat Unique des cheminots (T/PET.5/147)

Les pétitionnaires, après une longue suite de considérants dans lesquels ils affirment qu'une discrimination est faite à leur encontre pour des raisons d'ordre racial, demandent :

1. La suppression de la régie et l'exploitation du réseau sous un régime administratif direct;
2. La nomination d'un personnel d'encadrement "non imbu de principes discriminatoires";
3. La nomination d'une commission d'enquête; l'Autorité chargée de l'administration apporte les précisions suivantes :

Aucune discrimination de principe n'est faite à l'encontre du personnel africain. La puissance administrative souhaite voir les Camerounais s'orienter vers les carrières techniques. Ils peuvent, s'ils ont l'aptitude professionnelle requise, accéder à tous les emplois. Ceux qui accéderaient aux emplois de direction actuellement tenus par des Européens jouiraient du même statut que ceux-ci.

La Régie des chemins de fer s'efforce d'élever le niveau d'instruction générale et professionnelle de son personnel africain. Elle a institué à cet effet : des cours du soir, des cours par correspondance pour les agents du réseau, éloignés de Douala, des cours de perfectionnement professionnel et des conférences avec projections cinématographiques à Douala et sur les lignes.

Un ingénieur est chargé de la formation professionnelle et des questions sociales. Il étudie les moyens de donner satisfaction aux desiderata du personnel, dans la mesure du possible.

Des cours ont eu lieu en 1952 pour les agents du service d'exploitation et pour la formation de mécaniciens téléphonistes. Des cours sont actuellement faits pour la formation de conducteur de locomotives diesel-électriques et de chefs de brigade de la voie.

Le personnel africain jouit des mêmes garanties de carrière que le personnel européen. Tous les dossiers de punition font l'objet de demandes d'explications écrites aux agents en cause. Le conseil de discipline est composé, outre le président qui ne participe pas au vote, de deux agents désignés par le Directeur et de deux agents désignés, par roulement établi à l'avance, parmi les délégués du personnel. Les mises à la retraite ne sont prononcées que pour limite d'âge ou pour inaptitude physique.

Le droit syndical est formellement reconnu. Des représentants syndicaux sont membres du Conseil d'administration.

Des délégués du personnel, élus au scrutin secret, existent pour toutes les catégories de personnel auprès des chefs de services et du directeur.

Des examens et concours pour l'avancement sont organisés. Tous les agents peuvent s'y présenter. Des délégués du personnel des catégories intéressées sont membres des commissions de surveillance et de correction de ces examens.

Ce que le syndicat des chemins semble envier aux services administratifs, c'est l'avancement à l'ancienneté, mode d'avancement qui n'a pas été retenu pour le personnel de la Régie en raison des capacités techniques nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du service.

17. Pétition de M. Nanton Métébé (T/PET.5/148)

Le pétitionnaire prétend avoir des droits sur un terrain où a été installée l'usine de pompage de Japoma, qui dessert le réseau d'adduction d'eau de Douala.

Or, ce terrain, d'une superficie de 4 hectares environ, a été classé dans le domaine privé du territoire par délibération No 206 du 24 octobre 1952 de l'Assemblée territoriale du Cameroun rendue exécutoire par arrêté No 113 du 5 janvier 1953.

Une tenue de palabre a eu lieu sur place le 5 novembre 1951, à laquelle assistaient le chef supérieur et les notables de Japoma. Aucun titre foncier n'existait sur ce terrain. Le propriétaire d'une case qui s'y trouvait construite, estimée à 60.000 frs, a déclaré consentir à une indemnisation correspondante. Les assistants ont déclaré ne faire aucune opposition au projet de classement de ce terrain dans le domaine privé.

Avis du projet de classement a été inséré au Journal officiel du Cameroun du 23 avril 1952. L'affichage a été effectué conformément à la réglementation en vigueur, comme en fait foi le procès-verbal d'affichage et de non-opposition du 11 août 1952.

Malgré la très large publicité qui a été assurée, le pétitionnaire n'a pas assisté à la tenue de palabre et n'a pas fait opposition au classement dans les délais réglementaires.

La décision de l'Assemblée territoriale accorde à la collectivité autochtone de Japoma une indemnité de 1.207.440 frs en compensation de la perte de ses droits sur le terrain. Cette indemnité a été répartie entre les notables représentant les différentes sections de cette collectivité, après accord entre eux.

C'est contre la collectivité de Japoma et contre les autochtones qui occupaient effectivement ce terrain que le pétitionnaire prétend faire valoir ses droits. Il lui appartient d'en faire la preuve devant les juridictions de droit coutumier.

18. Pétition de MM. Joseph Léa Elong, Ekwalla Ekwa et Ngouen Djoun (T/PET.5/149)

La clause du contrat invoqué par les représentants de la communauté Bonéko aux termes de laquelle le bail peut être résilié en cas de non-paiement d'un terme n'est pas opposable à M. Beynis qui a offert le 18 février 1952 de payer le loyer, ce qui n'a pas été accepté par les bailleurs. Le montant en a été versé à la Caisse des dépôts et consignations.

Or, cette clause est la seule qui permette de résilier le contrat de plein droit, sans qu'il soit besoin de décision judiciaire à cet effet.

En conséquence, le différend, portant sur d'autres clauses, est du ressort de la Justice civile qui pourrait être saisie par les pétitionnaires.

19. Pétition de M. Gabriel Tougobu (T/PET.5/150)

Tougobu Gabriel, employé des travaux publics, se qualifie arbitrairement "mandataire adjoint" de la population de Ndonga. Le représentant légal de la population est Diwouta, Félix, Chef de canton et chef de village de Ndonga.

Le pétitionnaire fait état de "l'usurpation" de milliers d'hectares, il y a 50 ans par la Société africaine forestière et agricole (SAFA).

En 1908, une société allemande, la Molivie Pflanzung Gesellschaft, avait obtenu une concession de 4.000 hectares environ dont 100 hectares avaient été plantés en hévéas.

Cette concession placée sous séquestre par ordonnance du Président du tribunal de 1ère instance de Douala du 19 septembre 1919, fut adjugée à la "Société des caoutchoucs de l'Equateur" par procès-verbal d'adjudication du 3 mars 1924, homologué par jugement du Tribunal de Douala du 20 mars 1924 et transcrit au livre foncier du Territoire le 18 juin 1924 sous le numéro 106.

La concession fut cédée ultérieurement aux "Plantations de la Sanaga". ^{1/}

^{1/} Ancienne appellation de la SAFA.

En outre, une concession de 11.600 hectares fut accordée à titre définitif aux plantations de la Sanaga par décret du 20 août 1930 promulgué par arrêté du 2 septembre 1930. Il a été consenti à la SAFA une concession de 52 ha 67 à Ndonga (arrêté du 26 octobre 1937), pour permettre la construction d'un embarcadère et d'un terrain de 75 hectares (arrêté du 24 octobre 1937) pour la construction de la route allant du débarcadère au lac Ossa.

La SAFA exploite 6.500 hectares plantés en hévéas donnant ainsi du travail à 17 Européens et 4.000 Africains. Les réalisations sociales sont nombreuses : une école, un dispensaire, un poste missionnaire, 170 maisons en matériaux définitifs, des vergers d'arbres fruitiers, un cinéma, des installations hydrauliques dans les agglomérations où habitent les manoeuvres (postes à eau et salles de douches).

La plantation de la SAFA à Dizangué est une des plus belles réalisations du Territoire et sa production intervient pour une part importante dans l'économie du Cameroun.

20. Pétition du chef Vincent Yomba et d'autres chefs de la région d'Edéa
(T/PET.5/151)

L'objet de cette pétition, en ce qui concerne les droits fonciers relatifs au centre urbain et à l'île d'Edéa, est le même que celui de la pétition T/PET.5/122 ^{1/} qui porte la même date et pour laquelle des observations ont déjà été présentées.

La chasse à l'éléphant n'est pas interdite, mais elle est réglementée et soumise à l'octroi préalable d'un permis. Le pétitionnaire exagère manifestement les déprédations commises par les éléphants dans la région de la Sanaga Maritime. Il est inexact en outre que le service des chasses refuse d'intervenir pour la protection des cultures. Deux gardes chasses sont autorisés de façon permanente dans cette région à abattre les éléphants qui constituent un danger pour les villages ou les cultures. Ils ont abattu 42 éléphants en 1952. En outre, 15 éléphants ont été abattus dans la région par des détenteurs de permis de chasse. Au total, une soixantaine de bêtes ont donc été abattues en 1952 dans la Sanaga Maritime.

^{1/} Note du Secrétariat : Voir T/OBS.5/7, section 7.

En ce qui concerne le prix des produits tropicaux, il est certain que les producteurs regrettent la période de hausse brutale des produits et matières premières de 1951. L'administration du territoire ne peut que souhaiter une amélioration des cours mondiaux. Elle poursuit une politique de valorisation des produits, particulièrement dans le domaine du cacao. Mais les producteurs se rendent difficilement compte que la période de facilité est terminée.
